**Convention relative à l'attribution d'une subvention d'investissement
à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne,
campus Georges CHARPAK Provence de Gardanne,
pour le projet ID-Fab (Innovation, Design – FABrication)
dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.**

ENTRE :

L'E.P.C.I. La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Son Vice-Président Délégué Santé, Enseignement Supérieur et Recherche,
Monsieur Frédéric COLLART régulièrement habilité à signer la présente
convention par délibération n°.....
du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné « la Métropole »

ET

L'Organisme public L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne
158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2
École de l'Institut Mines-Télécom, Établissement Public à Caractère
Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.C.P.) dont le siège est situé 37-
39 rue Dareau, 75014 Paris

représenté par Son Directeur, Monsieur Pascal RAY

ci-après désigné « Mines Saint-Étienne »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la participation de la Métropole au financement des opérations inscrites au volet Enseignement Supérieur et Recherche du CPER 2015-2020, au titre des projets au titre de la mesure II-1-2 « Recherche ».

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir et de préciser les modalités de participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'opération projet ID-Fab (Innovation, Design – FABrication) portée par Mines Saint-Étienne, campus Georges CHARPAK Provence de Gardanne.

Article 2 – Consistance du projet financé et coût prévisionnel.

Au sein de ce campus, le projet ID-Fab a pour objectif de compléter l'écosystème d'innovation en apportant une dimension d'intégration et prototypage d'objets électroniques communicants fortement appuyée sur les compétences en recherche en électronique flexible, bio-électronique et sécurisation des objets.

Orienté vers les objets connectés et en particulier l'internet des objets, ce lieu permettra une réalisation rapide des prototypes à même d'accélérer de nouvelles activités économiques propices au développement de startups innovantes.

ID-Fab comprend un programme de réaménagement d'une partie des locaux de l'École et l'acquisition d'équipements scientifiques.

Ce programme est constitué de 3 volets :

- Un volet recherche: renforcer le positionnement du campus comme pôle scientifique, technologique et d'innovation de référence.
- Un volet pédagogique : développer de nouvelles pratiques pédagogiques pour les formations d'ingénieurs et de masters.
- Un volet accompagnement : favoriser l'interdisciplinarité et la mise en relation des acteurs régionaux de l'innovation (étudiants, chercheurs, industriels, créateurs d'entreprises...).

Le financement de la Métropole porte sur le volet recherche et le volet pédagogique :

DEPENSES (€)		RECETTES (€)	
-Recherche	1 964 221 €	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	700 000 €
		ETAT	160 000 €
		Métropole AMP	250 000 €
-Pédagogie	646 114 €	Conseil Départemental 13	250 000 €
		Autofinancement Mines Saint-Étienne	375 257 €
		FEDER	875 078 €
TOTAL	2 610 335 €		2 610 335 €

Article 3 – Montant de la subvention

Opération inscrite dans le cadre du Contrat de Plan État Région 2015-2020, la Métropole a acté sa participation à hauteur de 250 000 €, correspondant à 9.6% de l'opération estimée à 2 610 335 €.

Le montant de la subvention ne saurait faire l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ce montant.

Article 4 – Financement FEDER

En cas de non éligibilité ou d'éligibilité avec un montant d'attribution inférieur au montant attendu dans le plan de financement décrit à l'article 2, le bénéficiaire s'engage à financer les dépenses réelles des acquisitions d'équipements qu'il aura engagées et conviendra alors, à bref délai, de la réponse à apporter pour la suite du projet, soit par :

- mobilisation d'autres financements ou révision des financements consentis par les différents cofinanceurs,
- redimensionnement du périmètre du projet et/ou du calendrier de réalisation,
- abandon du projet.

Dans les deux premiers cas, cette modification du plan de financement décrit à l'article 2 au regard des résultats de l'instruction FEDER donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Dans le dernier cas, un relevé final des dépenses acquittées sera établi afin de procéder à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde ou reversement du trop-perçu à la Métropole.

Article 5 – Modalités de paiement

Le paiement de la subvention par la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'effectuera selon les modalités suivantes :

➤ des acomptes pourront être versés en fonction de l'avancée du projet au prorata d'un décompte certifié par le Directeur de Mines Saint-Étienne et son Comptable (listes des factures acquittées avec indication du nom du fournisseur, du montant, de la date de règlement et de la date des travaux). Ces acomptes ne pourront pas excéder 80 % de la subvention totale.

➤ Le solde 20 % interviendra à la fin de l'opération, sur production de justificatifs d'exécution (PV de réception des travaux), accompagnés du décompte définitif certifié par le Directeur de Mines Saint-Étienne et le Comptable public (état des paiements effectués et liste des factures acquittées).

Le versement prévisionnel, correspondant au calendrier prévisionnel de l'opération, est le suivant :

2020 : 50 000 €

2021 : 150 000 €

2022 : 50 000 €

Le paiement s'effectuera par virement selon les coordonnées bancaire suivantes :

TRÉSOR PUBLIC				RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ	
Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances, etc...)					
Identifiant national de compte bancaire – RIB					
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation	
10071	42000	00001002897	31	TP ST ETIENNE	
Identifiant international de compte bancaire – IBAN				Identifiant international de l'établissement bancaire – BIC	
IBAN (International Bank Account Number)				BIC (Bank Identifier Code)	
FR 76	1007	1420	0000	0010	0289 731
Titulaire du compte :				TRPUFRP1	
				MINES ST ETIENNE ALBI ALES 158 COURS FAURIEL 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX FRANCE	

Pour le cas où le coût réel total des dépenses subventionnables serait inférieur au coût prévisionnel, le montant du solde sera calculé de manière à ce que la participation de la Métropole soit ramenée à 9.6 % du montant total réalisé.

Article 6 – Contrôle de l'opération et engagements de Mines Saint-Étienne

Mines Saint-Étienne s'engage à affecter la subvention versée par la Métropole exclusivement à la réalisation de l'opération définie à l'article 1 de la présente convention.

Mines Saint-Étienne s'engage à communiquer les pièces justificatives des dépenses (documents comptables bancaires et administratifs) et tout autre document dont la production serait jugée utile par la Métropole au contrôle de l'utilisation de la subvention reçue conformément à son objet ci-dessus défini.

Mines Saint-Étienne s'engage à établir annuellement un compte rendu de gestion de l'opération et à l'adresser à la Métropole à la fin du mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire.

Toute modification importante du programme devra préalablement être acceptée par la Métropole.

Article 7 – Communication

Mines Saint-Étienne s'engage à faire connaître, sur l'ensemble des documents informatifs ou promotionnels, la participation de la Métropole à cette opération, notamment par l'apposition de son logo durant la réalisation du projet.

Article 8 – Notification et date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa notification.

Article 9 – Durée de la convention

La présente convention est consentie pour la durée de la réalisation des opérations.

Article 10 : Résiliation / Restitution

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, sans indemnité ou dédommagement, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La subvention ou partie de subvention non utilisée, sera restituée à la Métropole en cas de non-respect des obligations mises à la charge de Mines Saint-Étienne.

Article 11 : Force Majeure

En cas d'inexécution d'une obligation contractuelle, la partie débitrice de ladite obligation ne sera pas considérée comme défaillante, si l'exécution de l'obligation a été rendue impossible par un cas de force majeure entendu comme un événement extérieur à la volonté des parties empêchant raisonnablement l'exécution de l'obligation contractuelle et imprévisible lors de la conclusion de la présente convention.

La partie en situation de se prévaloir d'un tel cas de force majeure devra avertir l'autre partie sans délai par courrier, mail ou télécopie de l'existence de la force majeure, et faire ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement ou en tout cas, reprendre l'exécution du contrat dès que cette reprise sera raisonnablement possible.

L'exécution de la présente convention se trouvera suspendue dès la survenance du cas de force majeure, si l'obligation dont l'exécution est empêchée constitue l'une des obligations significatives de la présente convention.

Les parties se rencontreront pour convenir de nouvelles modalités d'exécution de ces engagements. A défaut d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception, sans versement d'indemnité de part et d'autre, après constatation du désaccord entre les parties.

Article 12 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Métropole à l'opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 13 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention, à l'exception des références bancaires et des domiciliations de factures, donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Les changements de références bancaires et/ou de domiciliations de factures visées ci-dessus font l'objet d'un échange de lettres entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et l'autre signataire qui en accuse réception.

Article 14 : Intangibilité des clauses

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 15 : Intuitu personae

La présente convention étant conclue «intuitu personae», Mines Saint-Étienne ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 16 : Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tous les litiges liés à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille : 22-24 rue Breteuil – 13006 Marseille.

Fait à Marseille, le

**Pour l'École Nationale Supérieure des Mines
de Saint Étienne**

Pour la Métropole

**Le Directeur
Pascal RAY**

**Le Vice-Président Délégué
Santé, Enseignement Supérieur et Recherche
Frédéric COLLART**